
Documentation et information

Dans le volet Documentation et Information, une vingtaine d'organismes internationaux engagés dans l'oeuvre documentaire en droits de la personne ont jeté, en décembre 1992, les bases d'un centre de documentation et ont dressé la liste des priorités. Le Canada est responsable de l'établissement d'un répertoire général des organismes et associations, personnes ressources et productions en matière de droits de la personne.

Appui au processus électoral

Dans le volet de l'Appui au processus électoral, la Francophonie s'est dotée, en octobre 1992, de principes directeurs pour la tenue des missions d'observation d'élections et a déjà répondu, depuis l'adoption de ces principes directeurs, à de nombreuses requêtes des pays en vue de la tenue de missions préparatoires et d'observation d'élections proprement dites; en fait, plus d'une douzaine de pays francophones ont bénéficié de telles missions : Burkina Faso, Burundi, Congo, Djibouti, Guinée, Madagascar, Mali, Niger, Roumanie, Sénégal, Seychelles, République centrafricaine et Togo.

Perfectionnement

Dans le volet du Perfectionnement, d'importantes sessions d'une durée de plusieurs semaines ont été réalisées pour offrir des chances de formation continue à des catégories bien ciblées d'acteurs de la démocratie : organisations non gouvernementales (séminaires en juillet 1992 et juillet 1993), parlementaires (novembre 1992), journalistes (avril 1993), forces policières (avril 1993) et syndicats (de mars à mai 1993 dans cinq pays).

À cette panoplie de projets réalisés qui ont touché plus de 30 pays de la Francophonie, il faut souligner l'accomplissement d'un important projet spécial concernant un réseau de centres d'aide et de consultation juridiques à l'intention des femmes de l'Afrique francophone. La création de deux centres (Bénin et Cameroun) a amorcé ce réseau et un séminaire international a permis de lancer le programme.

À toutes ces réalisations, il faut enfin ajouter la participation de la Francophonie à la Conférence mondiale de Vienne, en juin 1993, où la présidente du Conseil permanent de la Francophonie a souligné les actions entreprises au sein de la Francophonie en matière de droits de la personne.

Éducation et Formation

Aménagement linguistique et industries de la langue

Dans ce secteur, il faut signaler la mise en réseau international des Observatoires nationaux des industries de la langue (décembre 1992) à Montréal et la tenue en mai 1993 d'un séminaire international sur la phraséologie qui a servi de rampe de lancement à trois ouvrages attendus sur des vocabulaires spécialisés. D'autre part, le projet de l'Observatoire canadien des industries de la langue annoncé à Chaillot, soit celui de la mise sur pied d'un fichier terminologique, a été complété par son maître d'oeuvre, le Centre de terminologie et de traduction judiciaire (CTTJ) de l'Université de Moncton.

Consortium international francophone de formation à distance

Le Consortium international francophone de formation à distance (CIFFAD) est une proposition que le Canada avait soumise au Sommet de Québec en raison de l'expertise et de l'excellence des institutions canadiennes en matière de télé-enseignement. Le CIFFAD vise à fournir des programmes de formation à l'intention des pays francophones à l'aide du télé-enseignement.